

Genève, le 8 mars 2022

Cher Président Biden,

**Objet : Libérez les réserves afghanes détenues aux USA**

La prise de pouvoir des talibans à Kaboul en août dernier, après l'effondrement spectaculaire du gouvernement, a provoqué une onde de choc en Afghanistan et dans le monde entier.

Aucun pays n'a officiellement reconnu les autorités *de facto* - l'« Émirat islamique d'Afghanistan ». Le bilan des talibans en matière de droits de l'homme, leur interprétation de la charia et leur gestion du pouvoir il y a 20 ans suscitent de vives inquiétudes. Les attaques contre les femmes, les minorités religieuses et ethniques ainsi que les médias, forcent les Afghans à fuir leurs maisons et à chercher refuge ailleurs.

La fin de quatre décennies de guerre a amené une réduction bienvenue de la violence armée, mais les effets catastrophiques des sanctions économiques et la saisie des réserves nationales afghanes exacerbent de profonds niveaux de pauvreté, de privation et de désespoir.

Votre décret du 11 février 2022 aura un effet dévastateur sur le peuple afghan. Le gel de 9,1 milliards de dollars des réserves extérieures de l'Afghanistan détenues dans des banques américaines et européennes mine déjà le rôle de stabilisation de la monnaie de la banque centrale afghane (Da Afghanistan Bank ou DAB), une institution indépendante et crédible. Cela a provoqué une crise de liquidité qui, associée à l'inflation et à la perte d'emplois et de moyens de subsistance, signifie que la plupart des Afghans ne sont plus en mesure de se procurer des produits de première nécessité tels que nourriture, logement et combustible pour se chauffer.

**Les Afghans sont désespérés.** Selon le Programme alimentaire mondial, 8,7 millions d'Afghans ainsi appauvris risquent de mourir de faim ; un million d'enfants risquent de trouver la mort cet hiver. Cette situation catastrophique a obligé certaines familles à prendre des décisions déchirantes, comme la vente de leurs filles mineures en échange de nourriture. Le désespoir pousse des milliers d'Afghans à fuir vers le Pakistan et l'Iran, tandis que d'autres tentent de rejoindre l'Europe ou tout autre lieu où ils ont une chance de survivre.

**L'aide humanitaire** est vitale pour aider à sauver des vies en danger imminent, mais elle n'est pas une alternative au fonctionnement normal de l'économie et du système bancaire qui sont indispensables à la fourniture de services essentiels. Les fonctionnaires doivent être payés et le secteur commercial doit générer des emplois et soutenir les moyens de subsistance. L'aide humanitaire elle-même est déjà perturbée par l'absence de liquidités. Et sans liquidités, même l'opération humanitaire la plus généreuse aura un impact limité. Les mesures palliatives, si utiles soient-elles, ne peuvent remplacer des services bancaires réguliers et réglementés.